

CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Actualités 2024

I. Passage à la M57 au 1^{er} janvier 2024

De nombreuses collectivités et groupements de collectivités ont délibéré en vue de passer à la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Une page dédiée au référentiel M57 présente les principaux points à retenir et les principales innovations en matière budgétaire et comptable : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/le-referentiel-m57-en-pratique>. Vous y trouverez également des liens vers un aide-mémoire sur les opérations de bascule en M57 au 1^{er} janvier 2024, une foire aux questions, l'instruction budgétaire et comptable et les maquettes ainsi que des témoignages de collectivités.

Quelques points de vigilance :

- L'adoption d'un **règlement budgétaire et financier** (RBF) est obligatoire pour toutes les entités appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57, à l'exception des communes et des groupements de moins de 3 500 habitants ainsi que leurs établissements publics. Pour ces derniers, l'adoption d'un RBF est facultative. Elle est conditionnée à la volonté d'appliquer le régime des autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) institué par l'article L. 5217-10-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT). En l'absence de RBF, ces entités ne font pas usage des AP-AE ou les mettent en œuvre dans les conditions prévues par l'article L. 2311-3 du CGCT.

En principe, l'adoption du RBF intervient avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée. Le RBF peut néanmoins être révisé à tout moment au cours de la mandature par un nouveau vote de l'assemblée délibérante.

Dans le cadre du déploiement du référentiel M57, quand bien même il ne s'agit pas d'une année de renouvellement des organes délibérants, l'entité qui adopte le référentiel M57 doit obligatoirement se doter d'un RBF : celui-ci doit être adopté au plus tard avant le vote du premier budget primitif en M57. Une collectivité qui disposerait déjà d'un RBF avant le passage au référentiel M57 doit s'assurer qu'il comporte bien les dispositions rendues obligatoires par l'article L. 5217-10-8 du CGCT. S'il ne répond pas à ces exigences, la collectivité doit le réviser.

- Le **débat d'orientation budgétaire** (DOB) doit intervenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget (délai de 2 mois en nomenclature M14), en application de l'article L. 5217-10-4 du CGCT.

- La faculté pour l'exécutif de procéder à des **virements de crédits** de chapitre à chapitre est soumise à une délégation de l'assemblée délibérante, octroyée lors du vote du budget. La décision de délégation fixant le plafond de virements est précisée dans la maquette budgétaire (I.B Informations générales - Modalités de vote du budget) et vaut autorisation. Dès lors que la maquette est correctement remplie, une délibération n'est pas requise.

- L'assemblée délibérante ne vote plus une dotation de crédits sur un chapitre distinct de

dépenses imprévues mais des **autorisations de programmes (AP) ou d'engagement (AE)** sur des chapitres intitulés « dépenses imprévues » permettant de faire face à des événements imprévus dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des deux sections en application des dispositions prévues à l'article L. 5217-12-3 du CGCT. Ces AP et ces AE constituent des chapitres respectivement de la section d'investissement et de fonctionnement. Ils ne comportent pas d'articles, ni de crédits de paiement et ne donnent pas lieu à exécution conformément à l'article D. 5217-23 du CGCT. Par conséquent les chapitres 020 et 022 pour les budgets votés par nature ne peuvent être dotés en crédits de paiement et correspondent uniquement à une AP et une AE. En l'absence de règlement budgétaire et financier, les communes et les groupements de moins de 3 500 habitants ne peuvent pas mettre en œuvre des dotations d'AP ou d'AE pour dépenses imprévues.

II. Mise en œuvre de la vague 3 de l'expérimentation du compte financier unique

En 2024, le nombre d'expérimentateurs du compte financier unique (CFU) s'élèvera à 4 876, dont 3 121 nouveaux expérimentateurs en vague 3.

Pour rappel, seules les collectivités admises par arrêté ministériel et remplissant les 2 conditions préalables requises (passage en M57 et dématérialisation des maquettes budgétaires) peuvent participer à la vague 3 de l'expérimentation du CFU.

Les collectivités nouvellement admises doivent approuver par délibération la convention d'expérimentation du CFU afin d'autoriser l'exécutif à la signer.

Une page dédiée à l'expérimentation du CFU est consultable à l'adresse <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales/experimentation-du-compte-financier-unique-cfu>.